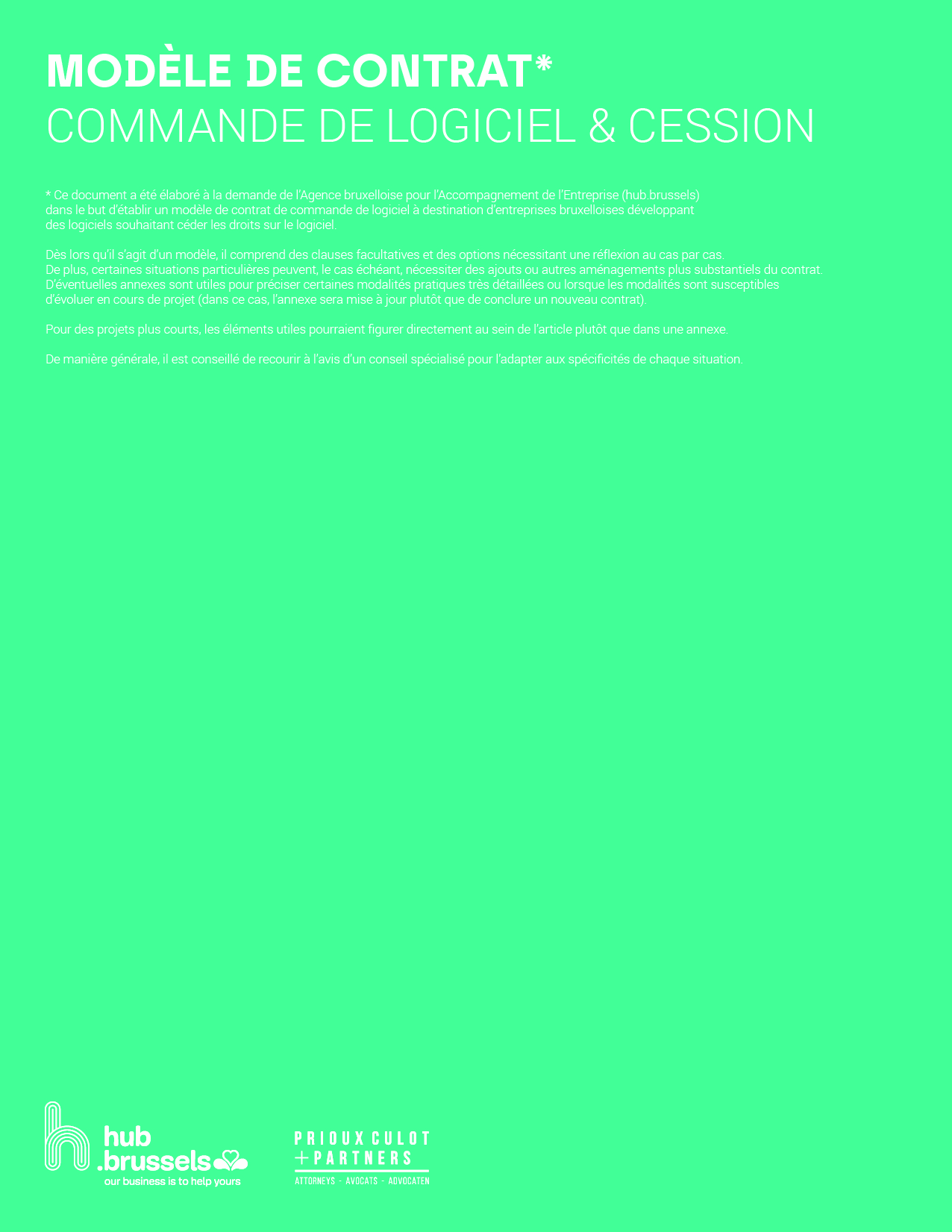
**

|  |
| --- |
| *Ce document a été élaboré à la demande de l’Agence bruxelloise pour l’Accompagnement de l’Entreprise (hub.brussels) dans le but d’établir un modèle de contrat de commande de logiciel à destination d’entreprises bruxelloises développant des logiciels souhaitant céder les droits sur le logiciel.*  *Dès lors qu’il s’agit d’un modèle, il comprend des clauses facultatives et des options nécessitant une réflexion au cas par cas. De plus, certaines situations particulières peuvent, le cas échéant, nécessiter des ajouts ou autres aménagements plus substantiels du contrat.*  *D’éventuelles annexes sont utiles pour préciser certaines modalités pratiques très détaillées ou lorsque les modalités sont susceptibles d’évoluer en cours de projet (dans ce cas, l’annexe sera mise à jour plutôt que de conclure un nouveau contrat). Pour des projets plus courts, les éléments utiles pourraient figurer directement au sein de l’article plutôt que dans une annexe.*  *De manière générale, il est conseillé de recourir à l’avis d’un conseil spécialisé pour l’adapter aux spécificités de chaque situation.* |

**Contrat de commande de logiciel**

**Entre :**

La (type de société) de droit (pays) **(Nom de la société)**, dont le siège social est situé (adresse complète), (numéro de société), dûment représentée par (Mme / M.) (nom complet), en sa qualité de (fonction exacte)

**Alternative si personne physique :**

Monsieur / Madame [prénom – nom], domicilié(e) à [adresse complète],

ci-après dénommée « *le Prestataire* »

**Et :**

La (type de société) de droit (pays) **(Nom de la société)**, dont le siège social est situé (adresse complète), (numéro de société), dûment représentée par (Mme / M.) (nom complet), en sa qualité de (fonction exacte)

**Alternative si personne physique :**

Monsieur / Madame [prénom – nom], domicilié(e) à [adresse complète],

ci-après dénommée « l*e Client* »

Ci-après conjointement ou séparément dénommées les ou la « *Partie(s)* ».

**Étant préalablement exposé que :**

1. Le Prestataire (décrire l’activité)
2. Le Client (décrire l’activité).
3. Compte tenu de l'expérience du Prestataire en matière de développement de [type de logiciel], le Client souhaite faire appel aux services du Prestataire, qui accepte, afin de développer un logiciel de (compléter) plus amplement détaillés ci-après.

1. Par la signature de ce contrat, les Parties souhaitant confirmer l’accord qu’elles ont trouvé à cet égard.

**Il a été convenu ce qui suit**

# Objet

* 1. Le Client confie au Prestataire, qui l’accepte aux conditions et modalités prévues ci-après, l’exécution de certaines prestations en vue de la fourniture d’un logiciel (ci-après « *les Prestations* »).
  2. Les Prestations à réaliser par le Prestataire et leurs caractéristiques techniques sont détaillées à l’Annexe A.

# Durée et calendrier d’exécution

* 1. Ce contrat entre en vigueur à sa dernière date de signature et prendra fin à l’achèvement de l’exécution des Prestations.

Néanmoins, les obligations prévues aux articles 8 (cession), 15 (confidentialité) et 17 (non-sollicitation) continueront à produire leurs effets pour les durées qui y sont précisées.

* 1. Le calendrier d’exécution des Prestations figure à l’Annexe B.
  2. Le Prestataire mettra ses meilleurs moyens en œuvre pour respecter le calendrier d’exécution. Si le Prestataire constate que, pour quelque raison que ce soit, il ne serait pas en mesure de le respecter, il en informera aussitôt le Client par écrit. Les Parties conviendront par la suite d’un aménagement du calendrier d’exécution, qui se rapprochera autant que possible du calendrier initial.

# Obligations du Prestataire

* 1. Le Prestataire s’engage à réaliser les prestations selon les standards en vigueur dans le secteur concerné.
  2. Le Prestataire mettra en œuvre les moyens techniques et humains nécessaires à la bonne exécution des Prestations. Le Prestataire s’engage notamment à employer du personnel compétent et spécialisé, suffisant en nombre pour réaliser les Prestations dans les délais convenus.
  3. Le Prestataire se conformera, pour l’exécution des Prestations, aux indications et instructions qui lui seront fournies par le Client.
  4. Le Prestataire s’engage à tenir le Client informé de l’avancement des Prestations, compte tenu du calendrier d’exécution convenu.
  5. De manière générale, le Prestataire veillera à identifier et à communiquer au plus vite tout problème risquant d’avoir un impact sur le bon déroulement des Prestations, tant au niveau fonctionnel qu’au niveau des délais.
  6. Au terme de chaque étape du calendrier d’exécution convenu, le Prestataire s'engage à remettre au Client une copie de l’ensemble des codes, programmes et librairies déployés et/ou ayant servi lors de l’étape de déploiement, ainsi qu’un manuel de déploiement décrivant en détail les différentes étapes de ce déploiement.
  7. Les codes et le manuel remis au Client doivent permettre à un administrateur système sans qualification particulière d'effectuer l'installation des systèmes ou logiciels développés par le Prestataire. Le Prestataire s'engage à procéder promptement aux éventuelles adaptations nécessaires proposées par le Client à cette fin.
  8. Le Prestataire s’engage à obtenir toutes les autorisations requises et à conclure tous les contrats, notamment tous contrats de travail, et/ou accords nécessaires à l’exécution et à l’exploitation des Prestations.

Le Prestataire s’engage à régler toutes rémunérations dues en exécution desdits contrats et/ou accords ainsi que toutes dépenses nécessaires à l’établissement de la version définitive des Prestations. Le Prestataire s’engage notamment à faire son affaire personnelle de toutes déclarations, inscriptions, cotisations et règlements auprès des caisses et/ou organismes quels qu’ils soient pour tout personnel nécessaire à l’exécution des Prestations.

# Obligations du Client

* 1. Le Client s’engage à collaborer loyalement avec le Prestataire, à répondre promptement à toute question de ce dernier et à lui fournir tout élément, document et/ou information requis par le Prestataire afin d’exécuter les Prestations.
  2. Le Client s’engage à payer la rémunération prévue à l’article 6.
  3. Le Client s’engage à avertir le Prestataire endéans les 15 jours de la fin de l’exécution des Prestations de ses éventuelles réclamations.

Les Prestations seront considérées comme définitives dès leur acceptation par le Client, soit par sa confirmation écrite soit par son absence d’observations dans le délai prévu au paragraphe précédent.

# Sous-traitance

Le Prestataire a le droit de faire appel à des sous-traitants pour la réalisation de tout ou partie des Prestations, ce que le Client accepte à condition que ces sous-traitants soient soumis aux mêmes obligations celles imposées au Prestataire.

# Rémunération du Prestataire

* 1. En contrepartie des Prestations, le Client s’engage à payer au Prestataire une rémunération globale de (montant en chiffres) euros hors TVA

***Alternative***

Une rémunération horaire de (montant en chiffres) euros hors TVA .

* 1. Cette rémunération constitue la seule rémunération du Prestataire en contrepartie de l’exécution et la livraison des Prestations par ce dernier.
  2. L’Annexe C détaille plus amplement la rémunération convenue entre les Parties, ainsi que le calendrier de paiement.
  3. Tous les montants prévus dans ce contrat, en ce compris ses annexes, se comprennent hors TVA et taxes similaires.
  4. Les frais encourus dans le cadre de l’exécution de ce contrat sont compris dans le montant des honoraires visés à l’article 6.1. Seuls les frais exceptionnels exposés par le Prestataire en exécution de ce contrat pourront être facturés au Client en complément des honoraires et ce, sur présentation de justificatifs et moyennant l’accord préalable du Client.

# Paiements

* 1. Les factures du Prestataire sont payables endéans les trente jours de leur émission, par virement effectué sur le compte indiqué sur la facture.
  2. Tout retard de paiement des factures du Prestataire entrainera automatiquement et de plein droit, sans mise en demeure préalable, une majoration de 10 % du montant facturé, avec un minimum cent-cinquante euros (150,00 €), ainsi que l’application d’intérêts de retard au taux de 8 % l’an.

Par ailleurs, si le Client reste en défaut d’honorer une ou plusieurs factures du Prestataire pendant deux semaines après l’envoi un rappel par courrier recommandé, le Prestataire aura le droit de suspendre l’exécution du contrat avec effet immédiat jusqu’à ce que l’ensemble des sommes dues lui soient intégralement réglées.

# Cession de droits intellectuels

* 1. Le Prestataire cède, à titre exclusif, au Client qui l’accepte, pour lui et ses ayants droit, tous les droits intellectuels (notamment les droits d’auteur, marque, droit de brevet, droit voisins, droit de producteur de base de données, droit de dessins et modèles, droits sur les topographies de semi-conducteurs), sur les créations (notamment les travaux, préparations, croquis, œuvres, études, recherches, expériences, bases de données, inventions, données, logiciels, savoir-faire, semi-conducteurs, topographies de semi-conducteurs) réalisées par le Prestataire dans le cadre des Prestations (les « **Créations** »).
  2. Les droits cédés au Client s’entendent de la manière la plus large permise par la loi et comprennent notamment le droit d’adaptation, le droit de reproduction, le droit de distribution, le droit de communication au public, le droit d’extraire et/ou de réutiliser la totalité, une partie substantielle ou, de manière systématique et répétée, des parties non substantielles, du contenu d’une base de données, le droit de représentation et tous les droits d'utilisations secondaires et dérivées, ce à chaque fois en toutes langues, par tout procédé technique connu ou inconnu à ce jour, sur tout support et en tous formats, de tout ou partie des Créations.
  3. En cas d’exploitation par des moyens ou procédés encore inconnus au jour de la signature de ce contrat, les Parties conviendront à ce moment de bonne foi des modalités de la cession pour ces modes d’exploitation, ainsi que la rémunération y afférente.
  4. Le Prestataire reconnaît avoir définitivement exercé son droit de divulgation par la signature de ce contrat et consent dès lors à ce que le Client dispose du droit exclusif de décider si, quand et sous quelle forme, les Créations seront exploitées. Les Créations non-exploitées resteront également la propriété exclusive du Client. Le Prestataire consent à ce que le Client puisse modifier les Créations pour autant que le Client l’estime nécessaire pour l’exploitation des Créations. Le Prestataire consent à ne pas s'opposer à une telle modification des Créations, sauf si ladite modification est préjudiciable à son honneur ou à sa réputation. Le Prestataire consent à ce que le Cessionnaire puisse exploiter les Créations sans mentionner le nom du Prestataire.
  5. Cette cession est consentie à dater de l’entrée en vigueur de ce contrat et est valable pour la durée légale des droits intellectuels concernés, en ce compris toute prolongation, renouvellement et extension de celle-ci, tant sur base d’une législation nationale qu’internationale.

Cette cession est consentie pour le monde entier.

* 1. Le Prestataire s’engage à assister le Client dans les procédures d’obtention et/ou de maintien des droits concernés. À cette fin, il s’engage à signer et à faire signer à son personnel exécutant ce contrat, tout document permettant, facilitant ou accélérant le dépôt d’un titre de propriété intellectuelle ou industrielle, notamment le dépôt d'un brevet ou le maintien d’un brevet et ce, tant pendant qu’après la fin de ce contrat pour quelque raison que ce soit. Le Prestataire s’abstiendra d’entreprendre, en son nom ou celui d’un tiers, toute démarche visant à la délivrance ou au maintien d’un quelconque titre de propriété intellectuelle ou industrielle sur un quelconque résultat des Prestations.
  2. Le prix de cette cession est compris dans la rémunération prévue à l’article 6. Les effets de la cession sont suspendus jusqu’au paiement complet de cette rémunération.

# Cession du support physique et du code source

Le Client aura la propriété matérielle des supports physiques du logiciel objet des Prestations, dans sa version code objet et code source, ainsi que de la documentation relative au logiciel.

# Garanties

* 1. Chaque Partie certifie et garantit qu’elle a le droit et la capacité de signer ce contrat.

* 1. Chaque Partie certifie et garantit également qu’elle n’est liée par aucune autre convention ou obligation, écrite ou verbale, qui empêcherait la signature et/ou l’exécution de ce contrat.
  2. Le Prestataire s’engage à ce que tout matériel qu’il livre au Client soit libre de tout droit et ne contienne aucune réminiscence ou ressemblance pouvant porter atteinte aux droits des tiers, sauf si de tels éléments sont repris à la demande du Client.
  3. Dans la mesure ou des éléments des Créations ne seraient pas, en tout ou en partie, la propriété exclusive du Prestataire, celui-ci garantit avoir reçu, et le cas échéant se porte fort d'obtenir, toutes les autorisations nécessaires à l'utilisation de ces éléments pour l’exécution du présent contrat.
  4. Le Prestataire garantit par ailleurs au Client que les divers contrats qu’il a conclus avec ses collaborateurs contiendront toutes les autorisations et dispositions nécessaires pour que les Prestations puissent être librement et paisiblement exploitées dans le monde entier par le Client, conformément à la cession prévue à l’article 8.

À cet égard, le Prestataire garantit le Client contre tout recours ou action que pourrait former à un titre quelconque toute personne ayant contribué aux Prestations.

# Limitation de responsabilité

* 1. Les Parties conviennent qu’elles ne pourront jamais être tenues responsables, pour quelque raison que ce soit, pour tout dommage indirect découlant de l’inexécution de ce contrat.
  2. De façon générale et nonobstant toute clause contraire, la responsabilité du Prestataire ne pourra jamais, pour quelque raison que ce soit, dépasser le montant prévu à l’article 6, ce que le Client accepte expressément.

# Fin du contrat

* 1. Chaque Partie se réserve le droit de résoudre unilatéralement ce contrat, sans préjudice du droit de réclamer d’éventuels dommages et intérêts, en cas de défaillance de l’autre Partie si, quinze jours après réception d’une mise en demeure motivée et adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, la Partie défaillante n’a pas remédié à sa défaillance.
  2. Un manquement par l’une des Parties aux obligations de ce contrat résultant d’un cas de force majeure ne saurait constituer un motif de résolution, sauf si ce manquement perdure pendant plus d’un mois. Dans ce cas le contrat sera résolu après l’envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception, prenant effet 10 jours à compter de la réception de ladite lettre.
  3. En cas de faillite, de dissolution ou de cessation d’activités de l’une des Parties pour quelque cause que ce soit, l’autre Partie pourra résilier ce contrat avec effet immédiat, de plein droit et sans intervention des tribunaux, sans préjudice de son droit de demander la réparation du dommage subi à la suite du fait en question.
  4. Au cas où ce contrat serait résolu aux torts et griefs du Prestataire, le Client sera alors de plein droit substitué dans les droits et obligations du Prestataire et pourra désigner tout tiers de son choix pour poursuivre les Prestations, ce que le Prestataire accepte.
  5. Chaque Partie pourra résilier ce contrat lors de la survenance d’un des cas de force majeure décrit à l’article 13 ci-après, s’il perdure durant plus d’un mois.

# Force majeure

* 1. Aucune des Parties ne sera tenue pour responsable à l’égard de l’autre de l’inexécution ou des retards dans l’exécution d’une obligation de ce contrat, qui seraient dus à la survenance d’un événement de force majeure telle que défini ci-après, à condition que la Partie concernée prenne toutes les mesures nécessaires afin de limiter les effets du cas de force majeure. Les Parties conviennent que le terme force majeure désigne les circonstances qui ne dépendent pas de la volonté des Parties et ayant pour conséquence l'impossibilité d'exécuter une ou plusieurs des obligations prévues par le contrat. Sont par exemple des cas de force majeure : les actes de guerre et de terrorisme, les grèves, les incendies, les inondations, les tempêtes, les explosions, et autres catastrophes naturelles.
  2. L’exécution de ce contrat sera suspendue pendant toute la durée du cas de force majeure, sauf s’il perdure durant plus d’un mois, auquel cas chaque Partie pourra faire application de l’article 12.5.
  3. Chaque Partie s’engage à informer l’autre Partie de manière circonstanciée de la survenance d’un cas de force majeure, dès qu’elle en a connaissance.

# Indépendance

* 1. Les Parties restent entièrement indépendantes l’une vis-à-vis de l’autre. Ce contrat ne crée dès lors aucun lien de société ou d’association entre elles.

* 1. Ce contrat ne donne également lieu à aucun lien de subordination entre une Partie et les employés de l’autre Partie. Il ne peut donc en aucun cas constituer un contrat de travail.
  2. De façon générale, chaque Partie reste seule responsable de l’ensemble de ses obligations fiscales, sociales et autres, à l’exclusion expresse et totale de l’autre Partie.

# Exclusivité

* 1. Ce contrat ne prévoit aucune exclusivité dans le chef du Prestataire, qui est donc libre d’exécuter toutes prestations similaires pour tout tiers de son choix.

* 1. Ce contrat ne prévoit également aucune exclusivité dans le chef du Client, qui est donc libre de faire appel à tout autre prestataire de son choix pour autant que ceci n’entrave toutefois en rien la bonne exécution du contrat et sous réserve des dispositions de l’article 15.

# Non-sollicitation

* 1. Tant durant l’exécution de ce contrat que pour une durée de 18 mois après la fin de celles-ci, le Client s’engage, aussi bien directement qu’indirectement, à ne pas contacter, solliciter, faire une offre, employer et/ou occuper pour son compte ou pour le compte d’un tiers, directement ou indirectement, ou procéder à toute autre forme de débauchage à l’égard de quelque personne que ce soit qui est liée au Prestataire par un contrat de travail, une convention de consultance ou occupant un poste d’administrateur et/ou de délégué à la gestion journalière et/ou qui collabore directement ou indirectement avec ce dernier au moment de ces sollicitations ou débauchages et de leurs tentatives.
  2. Cette interdiction de débauchage vise les personnes se trouvant dans de tels liens soit au moment de la fin de ce contrat, soit dont les liens ont été rompus moins de six (6) mois avant la fin de ce contrat.

# Confidentialité

* 1. Les Parties conviennent expressément que ce contrat est confidentiel et ne peut être divulgué à aucun tiers sans l’accord écrit des Parties.

* 1. Les Parties s’engagent par ailleurs réciproquement à ne pas divulguer et à ne pas utiliser à leur profit personnel ou à celui de personnes ou d’entités étrangères à leur propre structure, des informations de nature confidentielle et secrets d’affaires dont elles peuvent acquérir la connaissance dans le cadre de l’exécution de ce contrat portant, par exemple, sur les clients, les partenaires, les activités, les marchés, les produits, les méthodes de travail, l’organisation ou les plans d’affaires des Parties.
  2. Les Parties s’engagent à imposer les obligations résultant du présent article à toute personne physique (mandataire, associé ou préposé) ou morale œuvrant à leur bénéfice.
  3. Les obligations prévues aux articles 17.1 à 17.3 ne s’appliqueront pas aux informations :
* Dont il peut être prouvé qu’elles étaient régulièrement connues antérieurement à la date de remise de l’information confidentielle, ou qui étaient dans le domaine public à cette date ;
* Qui, après leur communication, deviendraient accessibles au public par publication ou tout autre moyen, sauf si ce fait résulte d’une faute ou d’une négligence de la Partie qui a reçu cette information ou de l’un de ses collaborateurs ;
* Dont la communication est imposée par une procédure légale à laquelle la partie qui a reçu cette information ne peut se soustraire, étant entendu que cette communication restera strictement limitée aux personnes légalement autorisées dans ce cadre.
  1. Les obligations prévues aux articles 17.1 à 17.4 continueront à produire leurs effets jusqu'à ce qu’une période de cinq (5) années se soit écoulée après la livraison des Prestations par le Prestataire au Client.
  2. Lors que le contrat prendra fin, chaque Partie restituera, à la première demande de l’autre Partie, tout document confidentiel appartenant à cette dernière et détruira toute copie qu’elle détiendrait.

# Dispositions finales

* 1. Ce contrat renferme l’intégralité de l’accord des Parties relativement à son objet décrit à l’article 1er.

Ce contrat remplace et annule dès lors tout document préparatoire ou accord (écrit ou verbal) antérieur à sa signature.

* 1. Les Parties conviennent expressément que si l’une ou l’autre clause de ce contrat devait être déclarée nulle, cette nullité n’affecterait en rien ses autres clauses.

Les Parties s’engagent à remplacer dans les meilleurs délais la clause déclarée nulle par une disposition d’ordre économique et/ou juridique équivalent.

* 1. Ce contrat ne peut être modifié que de commun accord et moyennant la signature des Parties.
  2. Sauf s'il est consacré par un accord écrit en bonne et due forme, le fait pour les Parties d'adopter un comportement allant à l'encontre de l'une ou l'autre disposition de ce contrat ne peut jamais être interprété comme constituant une modification de ce dernier.

# Litiges

* 1. Ce contrat est régi exclusivement par le droit belge, à l’exception des règles de conflits de loi.
  2. Les Parties mettront leurs meilleurs moyens à l’œuvre afin de résoudre à l’amiable tout litige concernant ce contrat.

À défaut, seul le tribunal de l’entreprise francophone de Bruxelles sera compétent.

\* \* \*

Fait en deux exemplaires originaux, chacune des Parties reconnaissant avoir reçu le sien.

|  |  |
| --- | --- |
| Pour Le Client | Pour le Prestataire |
| Nom :  Fonction :  Date :  Signature : | Nom :  Fonction :  Date :  Signature : |

**Liste des annexes :**

1. Cahier des charges
2. Calendrier d’exécution
3. Rémunération

**Annexe A. Cahier des charges**

1. Prestations à effectuer par le Prestataire

(à compléter)

1. Matériel à fournir par le Prestataire

(à compléter)

1. Format du matériel à fournir

(à compléter)

1. Autres précisions techniques à respecter par le Prestataire

(à compléter)

1. Liste et détails techniques déjà effectués par des tiers avant l’intervention du Prestataire

(à compléter)

Cette version de l’Annexe A au contrat de prestations de services a été signée en deux exemplaires originaux, chacune des Parties reconnaissant avoir reçu le sien. Elle remplace toute version antérieure.

|  |  |
| --- | --- |
| Pour le Client | Pour le Prestataire |
| Nom :  Fonction :  Date :  Signature : | Nom :  Fonction :  Date :  Signature : |

**Annexe B. Calendrier d’exécution**

Les Parties conviennent du calendrier d’exécution suivant :

(à compléter)

Cette version de l’Annexe B au contrat de prestations de services a été signée en deux exemplaires originaux, chacune des Parties reconnaissant avoir reçu le sien. Elle remplace toute version antérieure.

|  |  |
| --- | --- |
| Pour Le Client | Pour le Prestataire |
| Nom :  Fonction :  Date :  Signature : | Nom :  Fonction :  Date :  Signature : |

**Annexe C. Rémunération**

Les Parties conviennent de la rémunération suivante qui sera payée par le Client au Prestataire:

(à compléter)

Cette rémunération sera payée selon le calendrier suivant :

(à compléter)

Cette version de l’Annexe C au contrat de prestations de services a été signée en deux exemplaires originaux, chacune des Parties reconnaissant avoir reçu le sien. Elle remplace toute version antérieure.

|  |  |
| --- | --- |
| Pour le Client | Pour le Prestataire |
| Nom :  Fonction :  Date :  Signature : | Nom :  Fonction :  Date :  Signature : |